

Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité

Semaine du 24 au 30 mai 2006

édito:

alternative antilibérale en 2007 avec Marie-George Buffet

articles:

**30 MILLIARDS D'EUROS DE DIVIDENDES
obscène et suicidaire**

**PRESSE ET DÉMOCRATIE
pour un puissant secteur public de l'information**

**SARKOZY/IMMIGRATION
un pillard sans foi ni cœur**

**ICÔNE DU SOCIAL-LIBÉRALISME
Tony Blair est en plein marasme**

Alternative antilibérale en 2007 avec Marie-George Buffet

Notre peuple peut arracher au printemps 2007 une victoire historique. Depuis 25 ans, il sort systématiquement les sortants pour marquer sa déception et sa colère. Et ça va grandissant: voir le 22 avril 2002. Quelque chose mûrit en lui. Au printemps 2005, il a envoyé dans les cordes les principaux responsables des politiques libérales. De droite, mais aussi de gauche. La majorité de l'électorat de gauche a voté " non " quand la majorité des partis supposés le représenter l'appelait à corps et à cris à voter " oui ". Au printemps 2006, il vient de faire plier le gouvernement et le Medef sur un point clé de leur projet politique: la précarisation. L'an prochain, il peut imposer en France une rupture décisive avec le libéralisme.

Celles et ceux qui veulent contribuer à cette victoire ont la responsabilité immense d'être au rendez-vous. Il faut qu'elles, ils s'en donnent les moyens en se rassemblant, comme pour le 29 mai, afin d'élaborer un projet politique et le porter ensemble devant le suffrage universel. Il faudra donc des candidatures unitaires. Pour la présidentielle et pour les législatives. Pour 2007, pour 2008 (municipales et cantonales) et pour la suite. Pour gagner durablement, il faut mettre en place un rassemblement pour une alternative politique antilibérale. Elle est idéologiquement déjà majoritaire à gauche. Elle peut, elle doit le devenir politiquement.

Alors, entre forces antilibérales, il faut se parler. De tout, programme, candidatures, rassemblement de toute la gauche au deuxième tour pour se donner toutes les chances de chasser la droite, etc. Et pourquoi on n'y parlerait pas aussi des conditions pour participer ensemble à un gouvernement de gauche? Il est hors de question de refaire la " gauche plurielle " et de cautionner au gouvernement une politique libérale. Mais d'un autre côté dire " rien avec le PS " est absurde et catastrophique. La seule vraie question est celle de la politique qui sera menée. Si elle est libérale: pas de participation au gouvernement. Si elle rompt franchement avec les politiques passées et permet de changer vraiment la vie de notre peuple, pourquoi ne pas aller nous battre jusqu'au gouvernement pour défendre nos idées et nos propositions?

Et pour les candidatures, ne pourrait-on pas voir simplement ce qui permettrait le meilleur résultat possible pour tout le monde dans ce rassemblement? Actuellement, il y a 22 députés communistes. Si on se donnait l'objectif que toutes les forces antilibérales aient le maximum d'élus en présentant des candidatures unitaires dans tout le pays?

Pour la présidentielle, qui pourrit toute notre vie politique, il ne peut y avoir qu'une candidature. Les communistes estiment que Marie-George Buffet serait une très bonne candidate. Elle en a – comme d'autres – les qualités personnelles: elles lui ont valu, comme ministre de la Jeunesse et des Sports, une réputation de détermination et de courage. Mais ce qui compte aussi, c'est qu'elle veut vraiment le rassemblement – elle l'a montré par exemple dans la campagne européenne en partageant son temps d'antenne avec d'autres – tout en étant adossés à une force militante nombreuse et organisée.

Bien au-delà de la protestation et de la colère, le sens de sa candidature sera bien de faire gagner la gauche sur la base d'une politique antilibérale ■

30 MILLIARDS D'EUROS DE DIVIDENDES

obscène et suicidaire

Les actionnaires du CAC 40 engrangeraient au titre de l'année 2005 30,2 milliards d'euros sous forme de dividendes.

L'augmentation est de 40% par rapport à 2004. Pour 2006, la masse des dividendes reversés aux actionnaires pourrait atteindre 35 milliards. De tels résultats ne sont pas le fruit de la marche naturelle du marché. Au contraire ils sont d'abord le fruit d'une gestion des entreprises confisquées par les fonds d'investissements qui s'imposent au sein des conseils d'administration au plus grand détriment des salariés et des usagers.

Aujourd'hui, un fonds d'investissements reste en moyenne sept mois dans le capital d'une entreprise avant de ramasser ses profits et partir. La durée tombe à quatre mois lorsqu'il s'agit d'un fonds international. Entre temps, tous les coûts (notamment sociaux) sont comprimés pour assurer au minimum 15% de rentabilité aux fonds propres engagés par ce type d'actionnaire.

Mais ce n'est pas tout. De telles pratiques sont également confortées par une fiscalité plus avantageuse depuis la réforme intervenue début 2005. Le gouvernement de droite a remplacé l'année dernière le système d'"avoir fiscal" sur les dividendes par le système "d'abatte-

ment". Si on calcule la différence entre les deux systèmes, celui de l'abattement est beaucoup plus avantageux pour les gros patrimoines mobiliers. Encouragée, la gestion en faveur des gros patrimoines atteint actuellement son paroxysme. Un expert estime qu'en moyenne plus de 36% des bénéfices nets des grandes entreprises du CAC 40 sont distribués aux détenteurs d'actions – contre 33% en 2004.

À vrai dire, cette politique est suicidaire à plus d'un titre. D'une part, de tels niveaux de dividendes ne sont obtenus qu'au prix d'un écrasement sans précédent des salaires, empêchant une grande partie de la population d'accéder à des services pourtant essentiels (culture, loisirs, santé, éducation, logement de qualité, etc). D'autre part, en réduisant les investissements productifs jugés trop peu rentables à court terme pour servir copieusement les actionnaires, c'est le développement même des entreprises qui est peu à peu compromis.

Enfin, la hausse démesurée des dividendes relance le marché des actions, remettant au goût du jour l'inflation financière, prélude à différents krachs boursiers actuellement en gestation. Alors que la critique commence à pointer au cœur même des milieux d'affaires, la politique ne pourra pas rester indéfiniment absente de la gestion des entreprises ■

PRESSE ET DEMOCRATIE

pour un puissant secteur public de l'information

Le principe de séparation des pouvoirs est devenu l'un des fondements de toute démocratie.

Il part du constat qu'un pouvoir qui n'est pas limité par un autre tend fatalement à s'étendre jusqu'à devenir dominateur et finalement dictateur.

Cela visa longtemps les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Nul doute qu'il faut y ajouter aujourd'hui le pouvoir de la presse, écrite et audiovisuelle, dont l'impact dans la formation des intelligences et des consciences comme dans la diffusion de l'information est crucial pour permettre aux citoyennes et aux citoyens de se faire leur opinion et de se déterminer politiquement. Mais voilà: si l'exécutif et le législatif répondent de leur exercice devant la souveraineté populaire, au moins au moment des élections, la question du judiciaire reste mal réglée et le pouvoir de la presse ne rend apparemment aucun compte à personne. Ce sont là des trous noirs de la démocratie.

Les affaires Clearstream et d'Outreau montrent à quel point le pouvoir de la presse peut poser problème à la démocratie. Dans un cas, elle sert d'amplificateur à une rumeur et participe pleinement

de la responsabilité du désastre judiciaire d'Outreau. Et cela, tirage ou Audimat, pour vendre. Dans l'autre, elle conduit, quand et comme elle le veut en dehors de toutes les garanties judiciaires arrachées par deux cents ans de luttes, une véritable instruction parallèle. Certes il y a des manipulateurs. Mais elle manipule elle aussi. Et même il n'y aurait pas sans elle de manipulation possible.

Or, qui contrôle la presse? L'argent. Directement, parce que l'essentiel des médias est aujourd'hui la propriété privée de quelques groupes financiers. Et, indirectement, parce que là aussi l'impératif de "vendre" s'ajoute aux exigences des propriétaires. Ceux qui diront le contraire sont de purs menteurs.

Il faut là aussi et d'urgence instruire le dossier de la démocratie et de la presse. Développer les règles notamment déontologiques qui fixeront des limites, constitutionnaliser un Conseil supérieur de l'information, développer le pluralisme au travers d'un puissant secteur public démocratisé de l'information, ce qui, à l'inverse des projets rampants de privatisation de France2, implique notamment de déprivatiser TF1 qui appartient aujourd'hui à Bouyghes! ■

un pillard sans foi ni cœur

Le ministre de l'Intérieur veut rejouer à la ligne Maginot, tournée vers le Sud, celle-là.

Sa loi sur l'immigration jetable serait un barrage qui briserait toutes les vagues de pauvreté venues d'Afrique. Et on allait voir ce qu'on allait voir, le candidat à la prochaine élection présidentielle allait convaincre le continent noir de son bon droit et de son bon sens, sinon de son humanité. Las, notre homme est obligé de se déplacer en catimini à Bamako pour éviter les manifestations et à faire le gros dos devant le tollé que provoque sa politique parmi des peuples amis de la France.

“Un raciste dans nos murs”, titre un quotidien malien. “Le Sénégal consacre 40% de son budget à l'éducation, proteste le président Wade. Je vais former des cadres et ils vont développer l'économie française! Je vais vous envoyer la facture pour que vous me remboursiez l'argent que j'ai dépensé. La France est libre de définir sa politique, mais je proteste contre ce système”.

Dans une lettre ouverte à Sarkozy, un des conseillers du président du Bénin rappelle que la traite négrière, la langue commune et le sang versé et mêlé lors des deux guerres mondiales justifient “un droit à la France” des peuples d'Afrique. “Nous avons droit à la France autant sinon davantage que certains ressortissants européens qui s'installent désormais sans nulle barrière de Dunkerque à Avignon”.

Bref, le ministre de l'Intérieur apparaît en Afrique francophone comme un pillard sans foi ni cœur – puisqu'il a une loi – ce qui, quelques jours après une journée de la mémoire de l'esclavage, est ressenti comme particulièrement insupportable. Son voyage est un bide. Mais la plupart des médias ne le disent pas.

Mais le président de l'UMP a sans doute plus d'appétit pour les réseaux africains de ses rivaux que de sympathie pour les peuples d'Afrique. Il a tous les toupets, osant prétendre qu'il n'y avait “pas de risque de polémique” sur sa loi en France alors que des centaines d'associations, les Eglises, la gauche, les syndicats condamnent sans ambiguïté l'inhumanité de sa loi.

“Sarkozy, diviseur des peuples malien et français” proclamaient des pancartes brandies par les manifestants à Bamako. Bien vu. Si, pour la seconde fois, l'élu de Neuilly modifie la politique d'immigration, c'est pour se rallier l'extrême droite française et satisfaire les demandes du patronat. Elle jettera des centaines de milliers d'immigrants sur les barbelés de Ceuta et Melilla; elle les mettra en péril sur les barcasses qui s'aventurent sur la Méditerranée; elle les soumettra aux nouveaux trafiquants d'hommes et aux refuges dangereux des squats. Et comme toutes les lignes Maginot, le barrage sera contourné. L'Afrique a besoin de co-développement et non d'être enfermée sur sa misère comme en une prison ■

ICONE DU SOCIAL-LIBÉRALISME

Tony Blair est en plein marasme

Le parti travailliste de Tony Blair connaît une ambiance de fin de règne.

Il a essuyé un cuisant revers aux élections municipales, une déroute même dans la banlieue de Londres. Autour de Blair se multiplient les scandales et les affaires. Ses propres troupes, qui se sont massivement abstenues aux élections, sont dans un profond désarroi.

L'enlèvement des troupes britanniques en Irak n'est pas étranger au niveau d'impopularité record atteint ces dernières semaines par Tony Blair. Le dirigeant travailliste paye ainsi à son tour, après ses compères Aznar et Berlusconi, son alignement sur la stratégie des faucons de la Maison Blanche.

Mais ce sont aussi les réformes libérales, la privatisation des services publics, la précarité instaurée comme règle de vie pour une partie grandissante de la population qui sont devenues insupportables pour les électeurs traditionnels du Labour. Or c'est précisément sur ce type de réformes – "adaptation indispensable des systèmes sociaux européens aux défis de la mondialisation", dit-on dans la newlangue eurolibérale – que s'est aligné peu ou prou le reste de l'Europe. Blair donnant le la en matière d'orientation stratégique comme lors du fameux sommet de Lisbonne en 2000. Au nom de cette "troisième voie", une redistribution des richesses de plus en plus favorable aux

actionnaires au détriment des salariés a été en fait acceptée, organisée, justifiée.

Blair s'est longtemps vanté d'un "plein emploi" avec un taux de chômage officiel inférieur à 5%. Seulement, cette belle construction craque de toutes parts désormais. Tant elle ne parvient plus à cacher la formidable extension de la souffrance sociale. Tant elle finit par s'avérer contre-productive pour la croissance elle-même, alors qu'apparaissent outre-Manche les signes avérés d'un ralentissement économique, provoqué précisément par la chute de la demande, les fins de mois des "working poors" (travailleurs pauvres) étant de plus en plus difficiles.

Faut-il que le modèle ait tant servi de référence pour qu'on éprouve les pires difficultés à s'en extraire? Le blairisme semble aujourd'hui bien plus vivace à l'extérieur des frontières britanniques qu'il ne l'est en Grande-Bretagne. En France, il continue de susciter de multiples déclarations d'allégeance à droite, mais aussi à gauche. Dans la bouche d'une Ségolène Royal, mais aussi dans celle de Dominique Strauss-Kahn, lequel appelait récemment le PS français "à tirer les conséquences d'une réalité qui change, comme l'ont fait par exemple le SPD allemand ou le Labour britannique de Tony Blair". C'est peu dire pourtant qu'il serait plus indiqué à gauche de mesurer l'impasse que constitue la voie social libérale dont le blairisme représente la quintessence ■